



**Au front contre les indépendantistes anglophones dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'Armée Camerounaise est prête pour d'éventuels combats ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre 2021.**

Ce vendredi 1<sup>er</sup> octobre pourrait bien être sanglant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en proie à la crise sociopolitique depuis plus de quatre ans. Dans l'histoire, le 1<sup>er</sup> Octobre au Cameroun est la date de la naissance de la République fédérale du Cameroun en 1961, à l'issue de la réunification du Cameroun français et du Southern **Cameroon** britannique.

Cette date coïncide aussi avec la proclamation de l'indépendance de la république virtuelle d'Ambazonie en 2017. Ce jour-là, des milliers d'anglophones sont descendus dans les rues de plusieurs villes des deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour célébrer l'indépendance de « l'Ambazonie ».

Pour cette année, les sécessionnistes avaient prévu des festivités pour ce vendredi mais celles-ci ont été interdites par le pouvoir central. En effet, mardi dernier dans un communiqué, le préfet de la Mezam, Emile Mooh, a annoncé que « des manifestations sont interdites dans le département de la Mezam et ce, jusqu'à nouvel ordre ». La décision préfectorale a tout de suite fait tache d'huile pour s'étendre dans tous les autres départements du Noso par l'entremise des chefs des autres unités administratives qui ont eux aussi, informé du respect des mêmes mesures dans leur territoire de commandement respectif.

« Toute personne qui va violer cet ordre, sera punie selon la loi en vigueur », ont prévenu les chefs de terre de la décision qui a pris effet immédiatement après sa publication. Pour les pouvoirs publics, cette interdiction est une mesure préventive qui vise à annihiler une éventuelle escalade de violences, comme ce fut le cas en 2017.

Au-delà, « il est davantage question de sécuriser l'intégrité et la souveraineté du Cameroun, dans la mesure où il ne saurait exister d'État dans l'État. Le Cameroun qui reste indivisible, ne va pas céder à cette provocation séparatiste », explique un politologue.

*« Ce 1er octobre, les soldats réguliers camerounais se préparent encore à des combats. D'autres ont déjà fait de nombreux morts ces deux dernières semaines. Le pouvoir central promet des sanctions en cas de non-respect des mesures d'interdiction ce vendredi »,* ont écrit jeudi, nos confrères de la *Deutsch Welle*.

## **Eclatement de la guerre**

C'est en octobre 2016 que la crise débute. Des grèves puis des manifestations éclatent pour demander une meilleure considération de « l'homme anglophone » dans la vie sociopolitique. Les anglophones qui parlaient de la discrimination ou de la marginalisation ont listé un chapelet de revendications qui dont la plupart ont déjà été solutionnées. Mais depuis 2017, la crise a pris une autre forme. La forme de la guérilla avec en toile de fond la demande de sécession de l'Ambazonie qui regrouperait les deux régions anglophones, d'avec la partie francophone du pays.

## **Les pouvoirs publics préoccupés**

Mais pour les pouvoirs publics. Pas question de céder un seul centimètre aux séparatistes. Une politique d'apaisement est mise en place. « *Nous poursuivons nos efforts dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour mettre fin aux tensions sociopolitiques qui y sont alimentées par les groupes armés* », a affirmé Lejeune Mbella Mbella, du haut de la tribune des Nations Unies la semaine dernière à l'occasion des travaux **la 76<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU**.

*« À cette fin, nous avons mis en place un important dispositif comprenant : Un programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) ; Un plan d'assistance humanitaire ; Un plan de reconstruction de ces deux régions ; Une Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme ; Un statut spécial qui accorde aux deux régions en question une assemblée régionale ; Une "Maison des Chefs" ; Un exécutif régional et un conciliateur indépendant public. Toutes ces avancées sont le résultat du Grand Dialogue National que nous avons initié. »,* a-t-il indiqué.

Aux dépens de « la main tendue » du président de la République, les ficelles de sécession continuent d'être tirées dans l'ombre, dans les maquis. Conséquences, des milliers de personnes continuent de perdre leur vie. Vivement que ce vendredi, ne pas sanglant. Car, comme aime à le dire le Chef de l'Etat, « aucune vie n'est de trop au Cameroun ». Croisons les doigts !